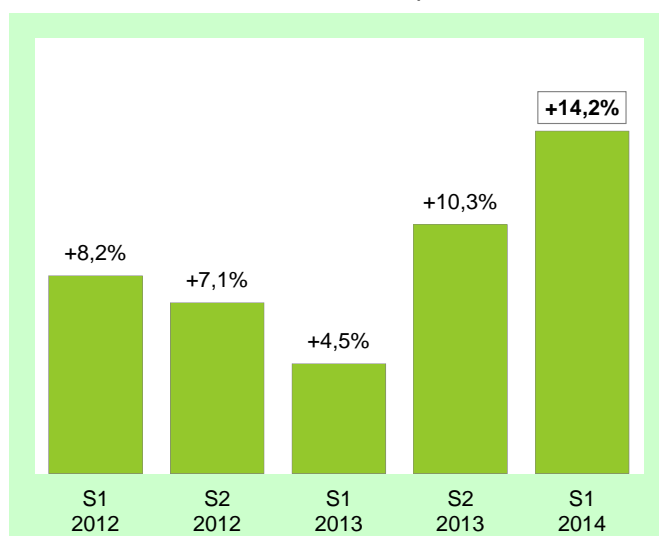


L'activité des sociétés d'affacturage au premier semestre 2014

Croissance soutenue pour l'affacturage au premier semestre 2014 (+14,2% sur un an).

Variation annuelle de la production*



* Montant des créances prises en charge dans le cadre d'un contrat d'affacturage – Hors opérations de « floor plan » et de forfaitage – Données semestrielles.

Avec **108,5 Mds d'euros**, le montant des créances prises en charge au cours des six premiers mois de 2014 par les sociétés d'affacturage est en **croissance soutenue de +14,2%** par rapport au premier semestre 2013. Le rythme de progression de l'activité au deuxième trimestre 2014 a été quasiment le même qu'au premier (respectivement, +14,3% et +14,1% en variation annuelle).

Comme c'est le plus souvent le cas ces dernières années, la croissance des opérations d'affacturage est, au premier semestre 2014, nettement plus accentuée sur le **plan international (+43%**, avec 25,5 Mds d'euros, dont 20,9 Mds d'euros à l'exportation et 4,6 Mds d'euros à l'importation), que sur le **plan national (+7,5%** par rapport au premier semestre 2013 avec 83 Mds d'euros). La part de **l'activité à l'international** représente maintenant **23,5% du total des opérations** contre seulement 7,8% dix ans auparavant.

L'opération d'affacturage consiste en un **transfert de créances commerciales** (factures) de leur titulaire à **un factor – la société d'affacturage – qui se charge d'en opérer le recouvrement et qui en garantit la bonne fin**, même en cas de défaillance momentanée ou permanente du débiteur. Le factor **peut régler par anticipation** tout ou partie du montant des créances transférées.

Les sociétés d'affacturage (14 sociétés exclusivement dédiées à l'affacturage, auxquelles s'ajoutent 7 sociétés exerçant une activité mixte, soit, au total, **21 sociétés**) sont **toutes regroupées au sein de l'Association française des sociétés financières (ASF)**. L'ASF regroupe l'**ensemble des métiers de financement spécialisés** : 300 entreprises pour 290 milliards d'euros d'encours, soit **environ 15% du total des crédits à l'économie du secteur privé**.